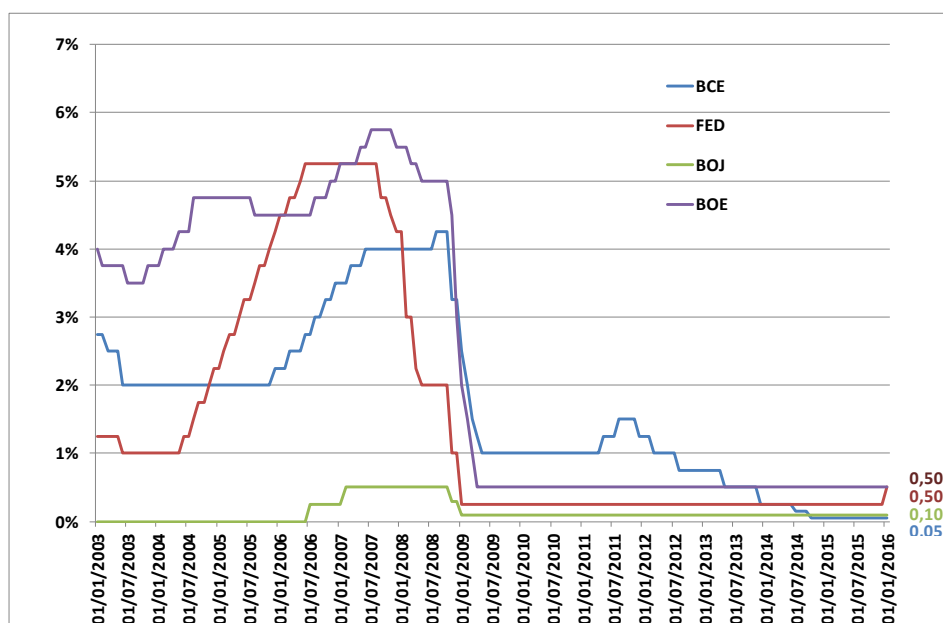


1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Conseil des gouverneurs du 10 mars 2016

Lors de sa réunion du 10 mars 2016, le Conseil des gouverneurs a pris plusieurs mesures : « [...] Premièrement, en ce qui concerne les taux d'intérêt directeurs de la BCE, nous avons décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 5 points de base, à 0,00 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 5 points de base, à 0,25 %. Le taux de la facilité de dépôt a été abaissé de 10 points de base, à -0,40 %. Deuxièmement, nous avons décidé de porter les achats mensuels effectués dans le cadre de notre programme d'achats d'actifs de 60 milliards d'euros à l'heure actuelle à 80 milliards d'euros. [...] Nous avons également décidé de relever de 33 % à 50 % les limites des parts assignées aux émetteurs et aux émissions pour les achats de titres émis par des organisations internationales et des banques multilatérales de développement éligibles. Troisièmement, nous avons décidé d'inclure des obligations bien notées (investment grade) libellées en euros émises par des sociétés non bancaires établies dans la zone euro à la liste des actifs éligibles aux achats réguliers dans le cadre d'un nouveau programme d'achats de titres du secteur des entreprises. [...] Quatrièmement, nous avons décidé de lancer une nouvelle série de quatre opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO II), à compter de juin 2016, toutes d'une durée de quatre ans. Ces nouvelles opérations accentueront l'orientation accommodante de la politique monétaire et renforceront la transmission de la politique monétaire en stimulant davantage les prêts bancaires à l'économie réelle. Les contreparties pourront emprunter jusqu'à 30 % du stock de prêts éligibles au 31 janvier 2016. Le taux d'intérêt appliqué dans le cadre des TLTRO II correspondra, pour la durée de chaque opération, au taux des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème en cours au moment de la réalisation de l'opération. [...] En dernier lieu, le Conseil des gouverneurs [...] prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour nos achats nets d'actifs. »

Taux directeurs des principales banques centrales



Chômage

Baisse du nombre de chômeurs en France

Fin janvier 2016, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 3 552 600. Ce nombre diminue de 0,8 % sur un mois (soit -27 900 personnes), de 0,8 % sur trois mois (-27 500 personnes) et progresse de 1,8 % sur un an. En janvier 2016, ce nombre diminue de 1,5 % pour les moins de 25 ans (-2,4 % sur trois mois et -5,0 % sur un an), de 0,9 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (-1,0 % sur trois mois et +1,3 % sur un an) et est stable pour ceux âgés de 50 ans ou plus (+0,8 % sur trois mois et +7,8 % sur un an).

Baisse du chômage également en Europe

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,3 % en janvier 2016, en baisse par rapport au taux de 10,4 % enregistré en décembre 2015 et à celui de 11,3 % de janvier 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,9 % en janvier 2016, en baisse par rapport au taux de 9,0 % enregistré en décembre 2015 et à celui de 9,8 % de janvier 2015. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis mai 2009. Eurostat estime qu'en janvier 2016, 21,789 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,647 millions dans la zone euro. Par rapport à décembre 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 163 000 dans l'UE28 et de 105 000 dans la zone euro. Comparé à janvier 2015, le chômage a baissé de 2,034 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,445 million dans la zone euro.

Inflation

Baisse de 0,2 % sur un an des prix à la consommation

Selon les estimations provisoires de l'INSEE réalisées en fin de mois, sur un an, les prix diminueraient de 0,2 % en février (après +0,2 % en janvier 2016) du fait principalement de la chute des prix de l'énergie à -6,8 %. L'évolution des prix des services et des produits alimentaires est respectivement de +0,8 % et +0,1 % et celle les prix des produits manufacturés est de -0,2 %.

Baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,2 % en février 2016, en baisse par rapport au mois de janvier où il était de 0,3 %, selon une estimation rapide d'EUROSTAT. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en février (1,0 %, comparé à 1,2 % en janvier), suivis de l'alimentation, alcool et tabac (0,7 %, comparé à 1,0 % en janvier), des biens industriels non énergétiques (0,3 %, comparé à 0,7 % en janvier) et de l'énergie (-8,0 %, comparé à -5,4 % en janvier).

Banque de France

Rue de la Banque n° 20 - Spécialisation du commerce international : faits, vulnérabilités et remèdes

Les pays tendent à se spécialiser dans le commerce international comme l'illustre la forte concentration des échanges extérieurs. Ainsi, un pays exporte en moyenne 10 % de l'ensemble des produits existants et tire la moitié de ses revenus d'exportation de 1 % seulement de ses produits exportés. S'agissant des importations, en moyenne un pays importe un tiers de l'ensemble des produits existants, tandis que la moitié de ses dépenses portent sur 2 % des produits importés. Le degré de concentration est inversement proportionnel à la taille de l'économie, les petits pays se spécialisant plus que les grands pays. Cette spécialisation engendre des vulnérabilités. Elle affecte la structure de l'économie et accroît sa dépendance aux chocs pouvant toucher les secteurs et les produits concernés. Ce risque peut être atténué par des investissements en R&D favorisant la productivité.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/RDB-20-specialisation-du-commerce-international-FR.pdf

Chine

Lors de sa conférence de presse annuelle, mardi dernier, Li Keqiang, Premier ministre chinois, a tenu à rassurer les marchés autant que les partenaires commerciaux ou les investisseurs. « Tant que la Chine sera dans une logique de réformes et d'ouverture, elle ne risquera pas d'atterrissage brutal », a-t-il estimé. Alors que les surcapacités dans l'industrie lourde traditionnelle vont entraîner des réductions drastiques d'emplois, le Premier ministre a promis que les licenciements massifs seraient évités, tout en invitant les entreprises à fusionner et à se restructurer.

2- Brèves régionales

Nouveau traité entre les autorités américaines et l'agence des pêcheries du Forum des îles du Pacifique (FFA)

Le Forum des îles du Pacifique (FFA) a finalement accepté de vendre un nombre de jours de pêche réduit aux États-Unis, mettant fin à la crise de la pêche américaine dans le Pacifique. En janvier 2016, le FFA a en effet annulé les licences de pêche accordées aux quarante navires de la flotte américaine, suite au non-paiement des redevances dues. Négociées en août 2015 pour un montant de 1,9 milliard de F CFP, celles-ci autorisaient les navires américains à pêcher dans les zones maritimes des dix-sept pays membres du FFA pendant les trois premiers mois de l'année 2016. La chute du cours mondial du thon listao avait cependant mené les autorités américaines à renégocier le nombre de jours de pêche achetés à la baisse, passant de cinq mille à trois mille jours achetés. Face au manque à gagner conséquent pour les petites économies du Pacifique, cette requête, initialement refusée, a finalement été acceptée.

Les îles Fidji dévastées par un cyclone

Un an après le passage dévastateur du cyclone *Pam* au Vanuatu, le cyclone *Winston* s'est abattu sur les îles Fidji le 20 février dernier. Accompagné de rafales de vents atteignant les 325 kilomètres par heure, ce cyclone de force 5 est, selon les experts, le plus fort cyclone à n'avoir jamais atteint les îles Fidji. Le gouvernement fait état de 44 morts, près de 35 000 personnes sans abri et un grand nombre de maisons détruites et d'infrastructures endommagées. Le bilan reste difficile à établir pour les zones les plus reculées. L'état de catastrophe naturelle a été décrétée pour un mois, et un couvre-feu instauré afin d'assurer la sécurité des habitants de la place. Le gouvernement a donné la priorité au rétablissement des moyens de communication, d'accès à l'eau potable ainsi qu'à la fourniture d'électricité, notamment dans les centres de soin et les hôpitaux. Il a par ailleurs lancé un appel d'aide international, auquel plusieurs pays ont déjà répondu.

Première édition du code de l'Entreprise spécifique « Outre-mer »

Le président de l'association des Chambres de Commerce et d'Industrie d'Outre-mer (ACCIOM), M. Manuel BAUDOIN, a remis la première édition du Code de l'entreprise en Outre-mer à la ministre Mme George PAU-LANGEVIN le 18 février dernier. Ce manuel, qui se présente comme un inventaire et un classement des spécificités normatives s'appliquant aux entreprises d'outre-mer, a comme objectifs premiers la simplification de l'accès et la meilleure appréhension de ces informations. Il devrait par la suite être enrichi des dispositions applicables à Mayotte et aux territoires du Pacifique.

3 – Brèves locales

Intronisation du souverain de Sigave à Futuna

Le royaume de Sigave a un nouveau roi : la chefferie a porté son choix sur M. Eufenio TAKALA. Intronisé le 5 mars dernier, il a ainsi pris le titre de « Keletaona ». Le dernier roi de Sigave, M. Visio MOELIKU, avait régné de 2004 à 2009. Le trône est ainsi resté vacant pendant sept ans. Pour mémoire, Wallis-et-Futuna compte trois rois, un à Wallis et deux à Futuna, tous désignés au sein des familles royales. Désormais, seule Uvea ne dispose pas de roi à l'heure actuelle.

Bilan de la visite du chef de l'État à Wallis-et-Futuna

Le Président de la République française, M. François HOLLANDE, s'est rendu à Wallis-et-Futuna le 22 février dernier. Reçu par les chefferies coutumières d'Uvea (Wallis) et d'Alo (Futuna), il est le premier chef d'État français à s'être rendu à Futuna. Lors de son passage sur l'archipel, le Président de la République a effectué plusieurs annonces importantes pour la petite économie insulaire :

- un alignement progressif du tarif de l'électricité sera pratiqué sur celui de métropole d'ici 2020 (pour rappel, l'électricité est actuellement cinq fois plus chère qu'en métropole) ;
- le financement de la mesure « bas salaires », issue d'un des protocoles de fin de conflit de juillet 2014, sera pris en charge par l'État ;
- en matière de santé, la dotation de l'Agence de santé sera portée à 3,6 milliards de F CFP afin de prévenir tout risque de reconstitution de la dette de l'agence, récemment soldée grâce à un prêt de l'Agence française de développement (AFD) ;
- en matière économique, le Président de la République a rappelé la nécessité de désenclaver le Territoire et annoncé le lancement d'un appel d'offres international relatif à la création d'une liaison aérienne pérenne entre l'aéroport de Hihifo (Wallis) et de Nadi (Fidji), qui permettra de faire baisser les tarifs de la desserte aérienne du Territoire qui reste l'une des plus chères au monde ;
- le Président de la République a annoncé l'installation prochaine d'un distributeur automatique de billets de banque (DAB) à Futuna ;
- il a confirmé le raccordement prochain du Territoire au câble sous-marin à fibre optique qui reliera bientôt les îles Fidji aux îles Samoa, ce qui permettra à Wallis-et-Futuna de bénéficier d'une connexion Internet haut débit ;
- enfin, à la question posée par M. Mikaele KULIMOETOKE, Président de l'Assemblée territoriale, sur la possibilité de transférer le pouvoir exécutif du Territoire vers un élu (il est actuellement détenu par le préfet, exception unique en France), le Président de la République a indiqué ne pas y voir d'objection, rappelant toutefois que toute réforme de l'équilibre institutionnel issu de la loi statutaire de 1961 était soumise à l'approbation consensuelle des autorités coutumières.

Déplacement à Bruxelles du Préfet et du Président de l'Assemblée territoriale

Une délégation composée du Préfet, Administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna et du Président de l'Assemblée territoriale s'est rendue à Bruxelles pour assister aux rencontres annuelles entre les Pays et Territoires d'outre-mer (PTOM) et l'Union européenne (UE), les 25 et 26 février derniers. Selon un article publié sur le site de la Préfecture de Wallis-et-Futuna, ce déplacement a principalement permis d'avancer sur la programmation du 11^e Fonds européen de développement (FED) et sur les modalités techniques et le financement de la stratégie sectorielle de développement numérique du Territoire. Cette dernière comprend notamment un projet de raccordement de Wallis-et-Futuna à un câble sous-marin qui reliera prochainement les îles Samoa aux îles Fidji. Lors de la 14^e conférence ministérielle de l'OCTA (Association des pays et territoires d'outre-mer), les PTOM ont reconnu la nécessité de renforcer leur association afin d'apporter une assistance technique plus importante, notamment à Wallis-et-Futuna, dans l'accès aux programmes thématiques et horizontaux du FED. La tenue du 14^e Forum UE-PTOM a, quant à lui, permis d'échanger sur le renforcement de la croissance, les opportunités d'investissement dans les PTOM et sur le changement climatique. Une déclaration commune entre l'UE et les PTOM a été signée en matière d'énergie durable.

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

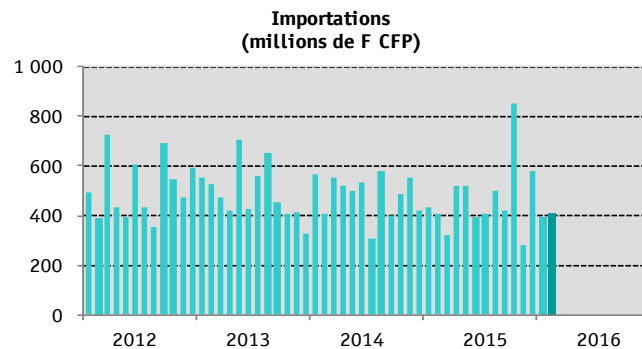
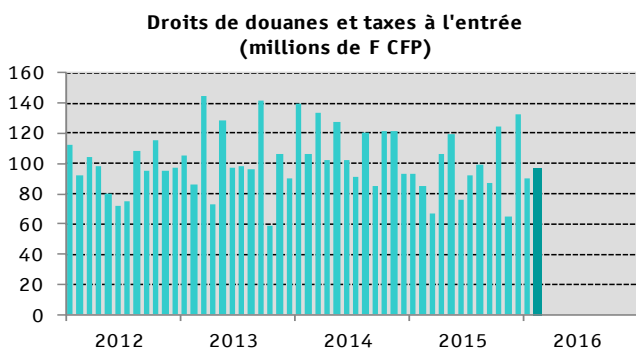
<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		4T 15	117,60	-	0,5%
SMIG mensuel en XPF		févr-16	90 000	-	0,0%
Nombre d'emplois salariés		juin-15	2 057	-	-1,0%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	févr-16	404	1,9%	-
	cumulées	févr-16	801	-	-4,9%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	févr-16	97	7,5%	-
	cumulés	févr-16	188	-	5,5%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	févr-16	38	-18,5%	-
	cumulées	févr-16	85	-	16,1%
Énergie					
			Données brutes	▲/trimestre	▲/an
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestrielle	déc-15	4 778	9,56%	-
	cumulée	déc-15	18 340	-	-1,2%
Consommation de gazole ¹ (milliers de litres)	trimestrielle	déc-15	432	4,1%	-
	cumulée	déc-15	7 261	-	0,0%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestrielle	déc-15	1 945	9,5%	-
	cumulée	déc-15	1 642	-	-4,3%
Transports					
			Données brutes	▲/mois	▲/an
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	déc-15	3 272	+1576	-
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	déc-15	1 365	+699	-
Nombre de touchées de navires de marchandises	mensuel	févr-16	2	0	-
	cumulé	févr-16	4	-	-2
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	févr-16	15	-12	-
	cumulé	févr-16	42	-	+9

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile

¹ Utilisant le gazole pour la production de l'électricité, la société EEFW explique à elle seule plus de 60 % de la consommation de l'archipel.

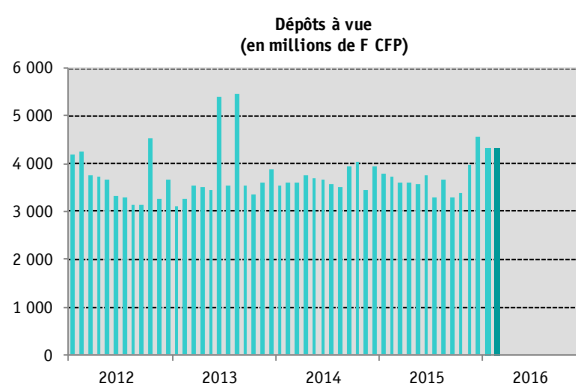
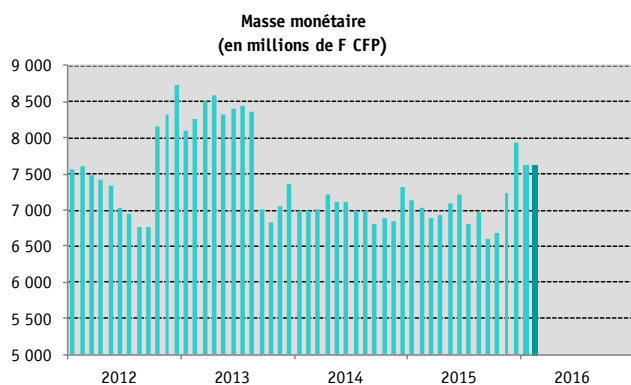


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Accroissement de la masse monétaire résultant d'une augmentation des dépôts à vue

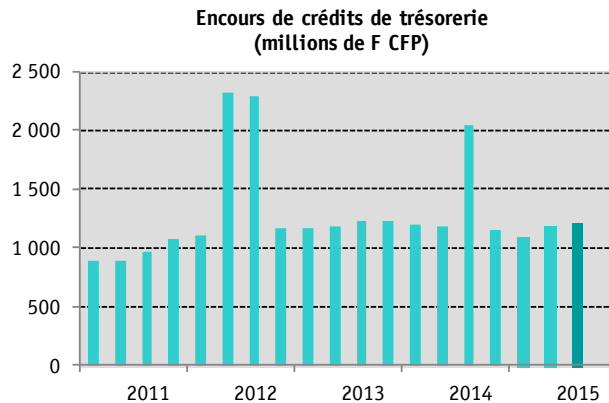
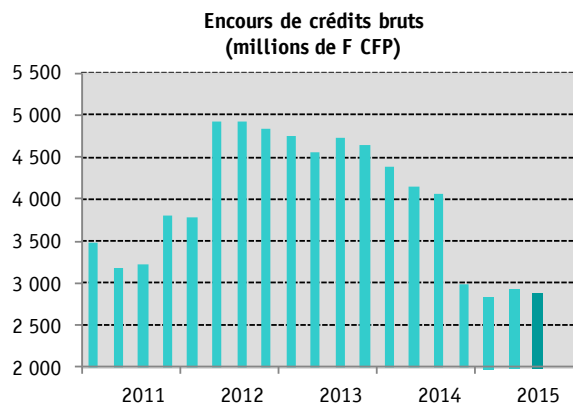
en millions de F CFP	févr-15	janv-16	févr-16	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 043	2 074	2 053	-1,0%	0,5%
Dépôts à vue	3 725	4 300	4 314	0,3%	15,8%
Total M1	5 768	6 374	6 366	-0,1%	10,4%
M2-M1 (comptes sur livrets)	457	439	440	0,2%	-3,9%
M3-M2 (dépôts à terme)	814	810	811	0,0%	-0,4%
Total M3	7 039	7 622	7 616	-0,1%	8,2%



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits suite au remboursement anticipé d'importants crédits

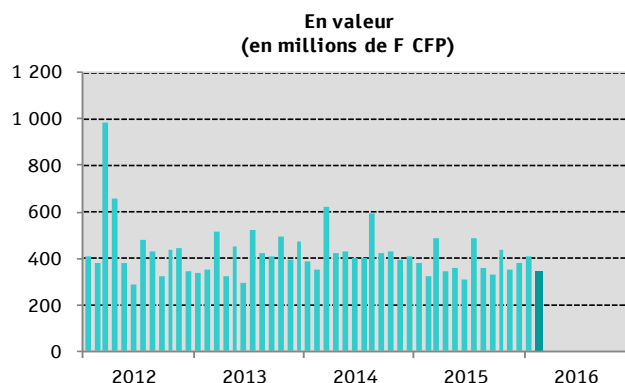
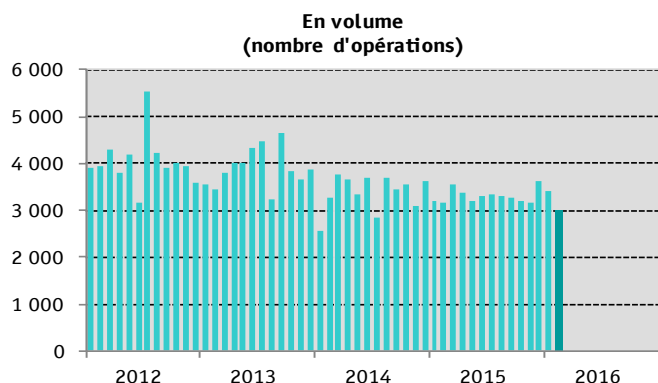
en millions de F CFP	sept-13	sept-14	sept-15	▲/an
Crédits de trésorerie	1225	2045	1211	-40,8%
Crédits à l'équipement	2308	1149	931	-19,0%
Crédits à l'habitat	420	255	161	-37,1%
Autres crédits	314	176	180	2,2%
Total encours sain	4266	3626	2483	-31,5%
Créances douteuses brutes	470	444	393	-11,5%
Total encours brut	4736	4070	2876	-29,3%



Compensation

Diminution en nombre et en valeur des opérations de compensation sur le mois

		févr-15	janv-16	févr-16	▲/mois	▲/an
Compensation	en nombre	3 155	3 408	3 006	-11,8%	-
	cumulé	6 369	-	6 414	-	0,7%
Compensation	en millions de CFP	326	406	347	-14,5%	-
	cumulé	702	-	753	-	7,2%



Incidents bancaires

Baisse du nombre d'incidents bancaires

en nombre	févr-15	janv-16	févr-16	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	47	49	37	-24,5%	-
cumulé	153	-	86	-	-43,8%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	-	-
cumulé	0	-	0	-	-

Interdits bancaires

Contraction du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	févr-15	janv-16	févr-16	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	329	280	274	-2,1%	-16,7%
- dont personnes physiques	312	266	260	-2,3%	-16,7%
- dont personnes morales	17	14	14	0,0%	-17,6%

en nombre	févr-15	janv-16	févr-16	▲ / mois	▲ / an
Cotes valides	48	49	49	0,0%	2,1%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	18	12	12	0,0%	-33,3%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	N-1	N	▲ / an
<u>Indicateurs économiques</u>				
indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4T	116,99	117,60	0,5%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb, stock)	février	17	14	-17,6%
importations de biens d'équipement (M XPF)	février	105	132	25,7%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	février	8	11	37,5%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	février	14	16	14,3%
Ménages				
emploi salarié (nb, stock)	juin	2 078	2 057	-1,0%
<i>dont secteur privé</i>	juin	828	808	-2,4%
<i>dont secteur public</i>	juin	1 250	1 249	-0,1%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	février	533	533	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb, stock)	février	312	260	-16,7%
décision retrait cartes bancaires (nb)	février	0	0	-
incidents paiements sur chèques (nb)	février	153	86	-43,8%
importations de produits alimentaires (M XPF)	février	236	191	-19,1%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	février	130	119	-8,5%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	février	57	73	28,1%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	février	19	26	36,8%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	février	842	801	-4,9%
exportations	février	-	-	-
recettes douanières	février	254	276	8,7%
<i>dont droits de douanes + taxes à l'entrée</i>	février	178	188	5,6%
<i>dont taxes intérieures de consommation</i>	février	74	85	14,9%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	février	3 725	4 314	15,8%
M1	février	5 768	6 366	10,4%
M2	février	6 225	6 806	9,3%
Dépôts à terme	février	814	811	-0,4%
M3	février	7 039	7 616	8,2%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	septembre	1 376	1 345	-2,2%
<i>dont crédits à la consommation</i>	septembre	1 161	1 227	5,6%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	septembre	215	119	-44,8%
Entreprises	septembre	2 041	859	-57,9%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	septembre	921	55	-94,1%
<i>dont crédits d'investissement</i>	septembre	963	662	-31,2%
Collectivités locales	septembre	186	269	44,6%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	23	10	-56,4%
créances douteuses brutes	septembre	444	393	-11,5%
taux de créances douteuses	septembre	10,9%	13,7%	2,8 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	septembre	3 124	2 864	-8,3%
<i>dont assurances-vie</i>	septembre	1 058	1 165	10,1%
Sociétés	septembre	1 442	1 517	5,2%
Autres agents	septembre	2 148	2 134	-0,7%

7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,00%	16/03/2016
taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	01/01/2016	-0,10%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire		
	29/02/2016	29/01/2016	Var. M-1	banques métropolitaines	taux	date d'effet
EONIA	-0,2270%	-0,2280%	+ 0,001 pt		6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	-0,2650%	-0,2290%	- 0,036 pt			
EURIBOR 3 mois	-0,2050%	-0,1620%	- 0,043 pt			
EURIBOR 6 mois	-0,1340%	-0,0890%	- 0,045 pt			
EURIBOR 12 mois	-0,0240%	0,0150%	- 0,039 pt			
taux d'intérêt en moyenne mensuelle				taux d'intérêt légal premier sem. 2016		
	févr.-16	janv.-16	Var. M-1	créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)	taux	JORF
TMO	0,8500%	1,1000%	- 0,250 pt		4,54%	27/12/2015
TME	0,6500%	0,9000%	- 0,250 pt	autres cas	1,01%	

Définitions
EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TMO : taux moyen des obligations publiques
TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme

taux des euro-monnaies	USD			JPY			GBP		
devise	29/02/2016	29/01/2016	30/12/2015	29/02/2016	29/01/2016	30/12/2015	29/02/2016	29/01/2016	30/12/2015
date									
taux JJ	0,410%	0,470%	0,410%	nd	nd	nd	0,470%	0,520%	0,480%
3 mois	0,820%	0,750%	0,755%	nd	nd	nd	0,870%	0,810%	0,665%
10 ans emprunts phares	1,750%	1,938%	2,300%	-0,060%	0,101%	0,270%	1,340%	1,594%	1,970%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er janvier 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,27%
Prêts à taux fixe	3,96%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,83%
Prêts à taux variable	3,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,36%
Prêts-relais	4,25%	Découverts en compte	13,43%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,56%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	19,99%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	13,25%	Découverts en compte	13,43%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	7,61%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	109,5993	1 NZD/XPF	72,0733	1 HKD/XPF	14,0969	1 GBP/XPF	151,8602	
100 JPY/XPF	96,9074	1 AUD/XPF	78,1990	1 SGD/XPF	77,8674	100 VUV/XPF	98,0246	1 FJD/XPF	51,4073

Directeur de la publication : H. GONSARD - Responsable de la rédaction : C. DORWLING-CARTER

Éditeur : Agence IEOM de Wallis-et-Futuna HAVELU BP G-5 98600 Wallis-et-Futuna

Dépôt légal : 03/16 - Achevé d'imprimer en mars 2016 - ISSN 1240-2818

Agence Wallis-et-Futuna

